

Initiatives ministérielles

mise en marché ordonnée, réduit les gains de l'agriculteur et diminue la marge de profit du secteur agricole.

J'insiste sur le tort que ce programme va causer à l'agriculture de l'Atlantique. Les provendes coûtent déjà beaucoup plus cher que celles du centre du Canada. Une autre augmentation mettrait en jeu l'avenir des éleveurs de bétail et de volaille. Ma province, l'Île-du-Prince-Édouard, fournit 80 p. 100 de ses provendes parce qu'elles sont des sous-produits normaux de la pomme de terre, du grain et du foin, comparativement à seulement 35 ou 40 p. 100 au Nouveau-Brunswick et seulement 20 p. 100 en Nouvelle-Écosse.

Pour répondre à nos besoins, nous devons acheter du grain à prix abordable en Ontario et dans l'Ouest. À l'heure actuelle, la loi nous oblige à acheter notre grain au Canada, soit en Ontario ou dans l'Ouest. La perte du tarif de l'Est sera-t-elle suivie de l'élimination des subventions au transport? Serons-nous ensuite forcés d'importer notre grain de l'étranger parce qu'il est meilleur marché? Allons-nous même y être autorisés?

Personne ne prétend que le tarif de l'Est est parfait. Il y a cinq ans, la Commission des transports des provinces atlantiques a proposé des modifications, mais on ne s'est même pas donné la peine de lui répondre.

À mon sens, toute l'affaire du tarif de l'Est nous ramène à la question des subventions. C'est quoi, une subvention, une chose au Canada et une autre aux États-Unis?

Oui, madame la Présidente, car le terme subvention n'existe pas dans le vocabulaire des Américains, sauf quand ils parlent du Canada et de la Communauté économique européenne. Quand allons-nous connaître la définition exacte du mot subvention dans le contexte de l'Accord de libre-échange? Quand il est question de niveler les chances, parle-t-on de la même chose au Canada et aux États-Unis? Évidemment pas.

Notre ministre de l'Agriculture a déclaré publiquement au début du mois que le Canada n'appréciait pas la décision des États-Unis d'augmenter les subventions visant à encourager les exportations des produits américains sur le marché européen. Il a dit également: «Nous avons espéré que les États-Unis n'auraient pas recours

au programme de subventions aux exportations et que nous aurions pu limiter notre guerre commerciale. Mais comme le dernier budget américain demande une augmentation du niveau des exportations, nous savons que c'est le signal que la guerre pourrait s'intensifier.» Le ministre a enfin compris.

Il a exprimé, dans le même discours, son inquiétude à propos des difficultés rencontrées pour l'exportation du boeuf canadien aux États-Unis. Il s'est également inquiété de la difficulté à obtenir des renseignements dignes de foi sur le niveau des subventions américaines dans le domaine de l'agriculture et il a annoncé que le gouvernement a engagé une société d'experts-conseils pour faire une recherche dans ce domaine. Il aurait dû le faire en 1986-1987. Maintenant que l'Accord de libre-échange est signé, nous essayons de découvrir quelles subventions les Américains accordent à leurs agriculteurs.

Au nom des producteurs de céréales et de viande de boeuf, des éleveurs de porcs, de l'industrie laitière, du secteur des pommes de terre, des oeufs et des volailles, en fait de tout le secteur agricole, j'encourage le ministre de l'Agriculture et le gouvernement à intervenir rapidement pour résoudre cette question des subventions avant que d'autres agriculteurs ne soient victimes de cet état de choses et que le Canada rural ne se dépeuple davantage.

La suppression de la subvention au transport des grains et de la farine «à l'Est de» est un coup de plus porté au Canada atlantique. C'est la dernière mesure du vieux budget de 1989. J'espère sincèrement que le budget de ce soir sera plus avantageux pour nous tous dans l'Est qui avons été si malmenés l'année dernière.

La présidente suppléante (Mme Champagne): La présidence voudrait proposer à la Chambre de considérer qu'il est 13 heures et que, lorsque la Chambre reprendra sa séance après la période des questions, nous pourrions passer aux questions et commentaires après le discours du député d'Egmont. Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)